

En matière d'énergie, l'Europe apprendra-t-elle enfin de ses erreurs ?

Titre(s) : En matière d'énergie, l'Europe apprendra-t-elle enfin de ses erreurs ? [[periodique]] / Sébastien Julian

Ensemble : Express (L') 3899

Auteur(s) : Julian, Sébastien

Autre(s) auteur(s) : Langlois, Baptiste
Serova, Tatiana

Editeur, producteur : 26/03/26

Description matérielle : pp.54-56

ISSN : 0014-5270

Note sur la description matérielle : 3

Résumé ou extrait : La flambée des prix du pétrole liée au conflit en Iran remet au premier plan les erreurs énergétiques de l'Union européenne. L'article souligne que le continent a affaibli sa souveraineté en se détournant du nucléaire : en 1995, l'Europe tirait 33 % de son électricité de l'atome et importait 44 % de son énergie ; aujourd'hui, les importations représentent 54 % et la part du nucléaire est retombée à 23 %. Ce choix a accru la dépendance au gaz et exposé l'industrie européenne aux chocs géopolitiques. En Allemagne, la fermeture prioritaire du nucléaire plutôt que du charbon aurait entraîné une perte climatique majeure : jusqu'à 1 100 millions de tonnes de CO₂ auraient pu être évitées d'ici 2035, soit près de trois années d'émissions françaises, pour un coût économique et sanitaire estimé à 12 milliards de dollars par an. Le texte revient aussi sur la dépendance au gaz russe, jugée stratégique et ancienne, enracinée dès les années 1970 puis concrétisée par Nord Stream 1 en 2012 et Nord Stream 2 achevé en 2021. Après l'invasion de l'Ukraine, cette dépendance s'est partiellement déplacée vers les Etats-Unis : les importations européennes de GNL américain ont été multipliées quasiment par quatre et représentent désormais près de 60 % du GNL acheté par l'Europe. L'hydrogène, promu comme solution de transition, apparaît lui aussi comme un pari largement surestimé : malgré les soutiens européens engagés depuis 2020, l'Europe n'a pas créé d'écosystème complet et la majeure partie de l'hydrogène produit reste issue d'un procédé reposant sur le méthane. Face au décrochage vis-à-vis des Etats-Unis et de la Chine, l'article plaide pour un soutien bien plus massif au nucléaire. Les 200 millions d'euros de garanties annoncés par Bruxelles sont jugés dérisoires au regard des besoins : un petit réacteur de quatrième génération coûte environ 1 milliard d'euros et un EPR dépasse les 10 milliards. Une meilleure mobilisation des outils européens pourrait réduire le coût du nucléaire de 60 %. L'auteur met aussi en avant la nécessité de simplifier la réglementation, de mieux exploiter les ressources domestiques - ce qui réduirait la facture énergétique de 10 % -, de s'appuyer davantage sur la Norvège, qui couvre déjà un tiers des besoins européens en hydrocarbures, et de revoir le Green Deal et l'ETS pour les rendre compatibles avec la réalité industrielle. Dans ce contexte, l'Union européenne, importatrice nette de 58 % de sa consommation

d'énergie, a payé 1 800 milliards d'euros d'importations d'énergies fossiles entre 2021 et 2024....

Sujet - Nom commun : Politique énergétique -- Union européenne